

**O. Avis d'Appel d'Offres Ouvert National N°DNCMP/160/T/2017 pour les travaux de construction du CDS GITENGA, du CDS MENA et le parachèvement des ECOFO.**

Date de publication : ...17/5/2017

Date d'ouverture des offres : ...15/6/2017

**Objet de l'Appel d'Offres**

1. La commune de KABEZI invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir, à présenter leurs offres sous plis fermés, pour la **réalisation des travaux de :**

**Lot 1 : construction du Centre de Santé GITENGA ;**  
**Lot 2 : construction du Centre de Santé MENA ;**  
**Lot 3 : parachèvement de 15 salles de classe des ECOFO.**

**Source de financement**

2. La Commune a obtenu un financement de la part de l'Etat Burundais appuyant la politique de la décentralisation en maîtrise d'ouvrage communal à travers le Fonds National d'Investissement Communal "FONIC": Projets d'Investissement Communaux: ligne budgétaire: 10 00 009 00 4 21220 11 000 0421 03. La Commune de KABEZI à l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés pour lesquels cet appel d'offres est lancé.

**Spécification du marché**

3. Le présent Appel d'Offres est lancé auprès des entreprises nationales et étrangères établies au Burundi.
4. Les travaux prévus dans le cadre de ce marché **sont en 3 lots.**
5. L'ensemble des travaux est à réaliser dans un délai maximum de **trois (3) mois calendrier pour chaque lot**

N.B : Un soumissionnaire peut présenter son offre à tous les lots mais ne peut être attributaire que pour deux lots ;

**Conditions de participations**

6. La participation au marché est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales possédant les capacités juridiques techniques et financières nécessaires à l'exécution du marché.
7. Les candidats concernés par l'une des règles d'incapacité énumérées à l'article 55 du Code des Marchés publics ne peuvent participer à l'appel d'offres.

**Consultation et acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

8. Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, tous les jours ouvrables et pendant les heures de service ; est obtenu par les soumissionnaires à l'adresse indiquée ci-dessous :

**Au Bureau de la Commune KABEZI**  
**Tél : 69 554 118/ 79 994 504: Administrateur Communal,**  
**Tél : 69 537 164/ 79 926 080 : CTD KABEZI**

moyennant le paiement de centmille (100 000fbu) francs burundais : 50 000fbu sur le compte Général du trésor N°1101/001-04 ouvert à la Banque de la République du Burundi (BRB) au nom de l'OBRet 50000fbu au compte N° 201-1131531-73 ouvert à B.C.B au nom de la commune de KABEZI.

Les offres doivent être rédigées en langue française et uniquement au moyen du formulaire de soumission type inclus dans le dossier d'appel d'offres dont les dispositions et le format doivent être strictement respectés.

9. Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit à :Madame l'Administrateur Communal et Personne Responsable des Marchés Publics,au moins 10 jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 14.

#### Visite du site

10. Une visite guidée des sites sera organisée le 31.5 / 2017 à partir de 9heures. Le lieu de rencontre sera le chef lieu de la CommuneKABEZI.

#### Présentation de l'offre

11. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumissionde:
- **trois millions de francs burundais (3 000.000 fbu) pour le lot 1 ;**
  - **deux millions de francs burundais (2000 000 fbu) pour le lot 2 ;**
  - **un million de francs burundais (1 000 000 fbu) pour le lot 3.**
12. Les offres doivent être soumises à la **Commune de KABEZI**  
L'offre doit être paginée, paraphée et comprendre une table des matières.

*Aucun soumissionnaire peut être attributaire de plus de deux (2) lots.*

#### Validité des offres

13. Les offres sont valables pendant une période de 90 jours calendaire à compter de la date limite de remise des offres.

#### Date limite de dépôt des offres

14. Toutes les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus, **au plus tard le 15.6 / 2017 à 10heuresprécise.**

Toute offre reçue après la date et l'heure limite ne sera pas prise en considération.

#### Séance d'ouverture des offres

15. Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui le souhaitent d'un représentant de la DNCMP et d'un observateur du FONIC à l'adresse mentionnée ci-dessus le 15.6 / 2017 à 10 heures30. Le procès-verbal d'ouverture des offres doit être contresigné par tous les soumissionnaires présents et transmis à la DNCMP.

#### Critères de qualification des soumissionnaires

16. Les soumissionnaires doivent faire preuve de leur capacité à satisfaire aux clauses et obligations du Marché ; à cette fin leur offre doit fournir les informations exigées dans les documents suivants :

16.1. Au niveau administratif :

1. La Preuve d'achat du DAO portant le numéro du marché;
2. La Caution de soumission sous forme de garantie bancaire suivant le modèle du DAO;
3. Une attestation délivrée par une banque commerciale agréée attestant des capacités financières du soumissionnaire pour mener à bien l'exécution du marché;
4. Les Statuts du soumissionnaire (personnes morales) ;
5. L'attestation de non redevabilité aux impôts et taxes en original délivrée par les services de l'OBR et en cours de validité ;

6. Le Certificat d'immatriculation fiscale :(NIF);
7. Le registre de commerce (copie);
8. L'Attestation de non faillite délivrée par le tribunal de commerce;
9. L'Attestation de non redevabilité en original délivrée par INSS et en cours de validité ;
10. Adresse fixe et connue du soumissionnaire.

16.2. Au niveau technique :

La participation à la concurrence est ouverte aux entreprises résidant au Burundi, justifiant des capacités juridiques, financières et techniques requises pour exécuter les travaux. Le soumissionnaire doit avoir exécuté des marchés de travaux analogues et présenter des procès-verbaux de réception délivrés par le(s) Maître(s) de l'Ouvrage concerné(s). Des attestations justificatives seront annexées à son offre technique (dont les PV de réception) ; le plan de charge des marchés en cours ;

16.3. Au niveau financier :

La preuve que l'entrepreneur est à même de démarrer les travaux avec ses propres fonds en attendant les procédures de déblocage de l'avance de démarrage. A cet effet, l'entrepreneur doit fournir une attestation bancaire de solvabilité (ligne de crédit) et d'un chiffre d'affaire annuel moyen d'au moins deux cent millions de francs burundais (200 000 000 fbu) au cours des deux dernières années (2015 - 2016).

Fait à KABEZI, le 09/09/2017

NDAYISHIMIPE Remède

Administrateur Communal et Personne  
Responsable des Marchés Publics

